La recomposition des sciences sociales du développement et de l'humanitaire au XXI^e siècle

The Recombining of Social Sciences of Development and of Humanitarian in XXIth Century

Jean Copans

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16654>

DOI : [10.4000/etudesafriaines.16654](https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.16654)

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 8 septembre 2011

Pagination : 311-329

ISBN : 978-2-7132-2298-6

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Jean Copans, « La recomposition des sciences sociales du développement et de l'humanitaire au XXI^e siècle », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 202-203 | 2011, mis en ligne le 27 octobre 2013, consulté le 19 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/16654> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.16654>

Ce document a été généré automatiquement le 19 juin 2020.

© Cahiers d'Études africaines

La recomposition des sciences sociales du développement et de l'humanitaire au XXI^e siècle

The Recombining of Social Sciences of Development and of Humanitarian in XXIth Century

Jean Copans

- 1 En soixante ans le développement, au sens international et non plus colonial du phénomène, s'est profondément transformé et il ne manque pas d'ouvrages en relations internationales, géographie, économie politique ou encore histoire postcoloniale ou globale pour nous l'évoquer et nous en expliquer les raisons d'être et les dynamiques. Parallèlement, la perception académique, théorique, mais aussi institutionnelle et pratique du développement, s'est transformée, car le développement est avant tout affaire de politique : de politiques internationales, de politiques dites de développement bien entendu mais avant tout de politiques nationales, et même de plus en plus locales.
- 2 Pourtant aujourd'hui le développement, pour utiliser une métaphore facile, fait eau de toutes parts. Les définitions, les points de vue, les désintérêts aussi produisent un maelström des plus complexes et des plus contradictoires au point que coexistent une pluralité de discours savants et pragmatiques souvent sans aucun point commun. Par ailleurs, il existe une diversité d'acteurs et d'organisations qui produisent leurs discours et analyses, depuis les Nations Unies jusqu'à l'association villageoise ou de quartier la plus modeste, et leur unité globale paraît de plus en plus problématique et artificielle. Bref, à chacun son développement d'autant que la diversité des champs géopolitiques et culturels d'intervention font que le développement, vu depuis la société bhil en Inde (Mosse 2005), le Niger en Afrique de l'Ouest (Olivier de Sardan 1999) ou le bassin amazonien au Brésil (Albert 1990), n'a pas du tout le même sens et ne s'inspire pas du tout des mêmes traditions analytiques et pratiques.

- 3 Trois nouvelles rhétoriques, totalement distinctes dans leur genèse et dans leur statut, se sont progressivement substitué en partie depuis dix ans voire plus, au langage développementaliste classique. Chronologiquement, la première rhétorique est celle de l'urgence humanitaire qui prend le pas sur celle du rattrapage économique et social. En effet l'humanitaire a surnoisement reformulé les termes mêmes des conditions du développement des sociétés et des États au point que cet élargissement des modalités de ce dernier a pu en déconsidérer les formes les plus anciennes et les plus routinières. Sauver des dizaines de milliers ou des millions de personnes d'un *tsunami* (Indonésie) ou d'un tremblement de terre (Haïti) semble bien plus excitant que de construire des routes, des écoles, d'introduire une variété plus productive ou encore de creuser des puits pour améliorer l'ordinaire de vies misérables « sans catastrophe ». Ce serait l'humanitaire qui renverrait maintenant au développement et non plus l'inverse¹.
- 4 La deuxième rhétorique est celle de la mondialisation qui dissout le développement dans le flux des échanges économiques, migratoires ou symboliques à l'échelle de la planète. La prééminence de l'économie financière, mondiale de fait, deviendrait le modèle de l'ensemble des fonctionnements sociétaux, politiques et culturels, jadis nationaux et internationaux à la fois. Le développement n'est plus que l'avatar de l'un de ces flux puisqu'il ne structure pas comme précédemment l'un des deux axes internationaux fondateurs du xx^e siècle, l'axe Nord/Sud, qui a construit le monde pendant un petit demi-siècle (l'autre, l'axe Est/Ouest, étant celui des deux camps de la guerre froide).
- 5 Enfin une troisième rhétorique, probablement la plus perverse de toutes, subsume les deux précédentes, à savoir celle du développement durable ou soutenable. Cette dernière a en effet l'avantage d'évoquer simultanément le développement et l'espace mondialisé et de dissoudre totalement les distinctions qui signalaient encore une certaine spécificité du développement et du sous-développement comme les crises humanitaires — plutôt du Sud — ou encore les dynamiques de la mondialisation (l'émergence de nouvelles économies, les inégalités intra-mondiales, la domination du commerce [Organisation mondiale du commerce] sur la production, etc.). Quel peut être en effet le sens d'une problématique (l'Agenda 21 par exemple) qui s'applique indistinctement à Issy-les-Moulineaux et aux bidonvilles de Mumbai ?
- 6 Les sciences sociales, dont la fonction totalisante et critique est hélas de plus en plus délaissée, devraient nous permettre de faire le point si l'on sait emprunter et fusionner judicieusement les acquis de ce dernier quart de siècle en matière d'étude du développement et plus généralement ceux de la sociologie et de l'anthropologie. Comment retrouver un fil directeur dans cette pelote des plus emmêlées ? Est-ce possible ? Est-ce surtout nécessaire et pour quelles raisons ? La reprise d'un enseignement sur le développement il y a dix ans nous a conduit sur la piste d'une perspective globale et unificatrice qui pourrait nous permettre d'articuler de manière sociologique et anthropologique l'ensemble de tous ces facteurs.
- 7 Une nouvelle problématique se dégage en effet des recherches internationales de ces deux dernières décennies mais pour ce faire il faut articuler et hiérarchiser une dizaine de facteurs, abordés parfois de manière séparée et disparate. Certes une recherche empirique ou un projet quelconque dit de développement (fut-il humanitaire) restent enfermés dans un espace socio-empirique et historico-politique donné. Mais il nous semble possible de transcender ce « localisme » naturel de toute démarche scientifique en confrontant une dizaine de questionnements nouveaux ou anciens puis en les

faisant converger de manière dialectique vers une conception plus systématique non pas du développement en soi mais plus généralement de l'ensemble des champs sociaux défrichés à ce jour en sciences sociales autour du développement.

- 8 Cette démarche est sans aucun doute ambitieuse, et certains la trouveront même présomptueuse voire prétentieuse (réorienter, unifier et hiérarchiser les sens de la construction des objets dits du développement), mais ses prémisses ont été déjà largement réfléchies, voire expérimentées par un certain nombre de chercheurs en sciences sociales. Mes dettes apparaîtront au fil de ce texte (certains de ces auteurs sont d'ailleurs présents dans ce numéro). Mais avant toute chose, rappelons une évidence : cette relecture n'a été possible que parce que mes sources d'information et de réflexion n'ont pas été cantonnées aux seuls champs de l'africanisme, d'une part, et de l'anthropologie d'autre part. Les études africaines ne constituent d'ailleurs pas le meilleur des points de départ pour engager cette reconfiguration bien qu'elles soient certainement celles qui en ont le plus besoin. Par ailleurs, si nous voulons conserver l'africanisme encore en vie au cours du XXI^e siècle, il faut en extirper les préjugés afro-centrés et surtout les ignorances comparatistes qui en bloquent encore l'autoréflexivité².
- 9 Après un exposé succinct de l'évolution des études du développement au cours du XX^e siècle, je présenterai ce que je me suis permis d'appeler des thèses, dans la mesure où leur formulation et enchaînement explicitent le sens général de ma démonstration. Faut-il rappeler le caractère évidemment ouvert et expérimental de ces dernières ?

Du développement à la mondialisation et du Nord au Sud... et retour

- 10 Commençons par une sorte de retour en arrière historique en exposant les différentes étapes des sciences sociales du développement depuis le début des années 1950 en les contextualisant dans le cadre des évolutions des politiques et des idéologies internationales, tout en tenant compte de leurs préhistoires qui remontent aux années 1920. Ces évolutions peuvent être découpées schématiquement en deux grandes périodes : la modernisation de l'État providence (1950-1980), les ajustements structurels et la libéralisation dite mondialisée (1980-2010)³. Mais avant de suivre ces évolutions il est nécessaire d'évoquer ce qu'on pourrait dénommer la préhistoire coloniale des études du développement.
- 11 C'est ensuite le double jeu des déterminations des sciences sociales en ce début du XXI^e siècle qui sera examiné : d'une part les dynamiques attribuées à la mondialisation (d'abord financière et marchande) et de l'autre le rôle des traditions disciplinaires nationales avec l'apparition de sciences sociales du Sud (nationales, « autochtones », voire « indigènes »).
- 12 Enfin, la conclusion portera sur le double retournement nécessaire de l'analyse : d'abord celui du développement — qui devrait être considéré comme une chaîne institutionnelle reliant les centres névralgiques occidentaux aux derniers des acteurs locaux périphériques — et ensuite celui des sociétés du Sud qui doivent être reconnues comme globalement « autonomes » au plan analytique des sciences sociales. En effet ces dernières subissent les opérations et les politiques de développement de manière discontinue et parfois de manière très localisée. Les évolutions du développement ne

peuvent par conséquent en aucune manière définir l'ensemble de l'armature sociétale ou culturelle des sociétés du Sud.

- 13 Les spécialistes du développement ont en effet la fâcheuse tendance à réduire les sociétés dites en développement à des mécanismes simplistes et à des modèles schématiques qu'on n'oserait pas appliquer à nos propres sociétés. La meilleure manière de promouvoir le développement consiste par conséquent à respecter et à analyser sociologiquement et anthropologiquement des sociétés fort complexes, aux historicités spécifiques et aux logiques politiques et culturelles plus autonomes qu'on ne le pense.
- 14 Les sciences sociales du développement, comme dans les autres registres du fonctionnement sociétal d'ailleurs, ont en effet ceci de particulier qu'elles sont à la fois « juges » et « parties », produites autant par les pays du Nord que par ceux du Sud. Elles ne peuvent prétendre à constituer un ensemble homogène ni dans le temps, ni dans l'espace, ni au sein des catégories sociales, institutionnelles ou culturelles mobilisées par le développement. Si les sciences sociales dites du développement ont été progressivement et insensiblement exclues du concert des thématiques sociologiques et anthropologiques dominantes, c'est à la suite de trois phénomènes concomitants : la prétention de certaines tendances des sciences économiques à régenter l'ensemble de ce domaine par la réduction du sociétal, du social et de l'institutionnel au mieux à des variables instrumentales et statistiques ; la forte accentuation des tendances de la sociologie générale mondiale à se concentrer de plus en plus sur l'individu (vu du Nord uniquement) au détriment du sociétal et à uniformiser ce sociétal mondialisé au travers d'une conception « nordiste » ; enfin, la néo-exoticisation de l'anthropologie, réduite à courir après les nouveautés volatiles, invisibles sociologiquement, de la culture en voie de mondialisation. Il existe néanmoins d'importantes exceptions, notamment en anthropologie sociale du développement en Europe, qui préfigurent cette mutation nécessaire de la construction de l'objet « développement ».

Une évolution significative au xx^e siècle

Les préhistoires coloniales des sciences sociales appliquées à la modernisation et aux changements socioculturels (1920-1950)

- 15 Le développement a d'abord été pensé et expérimenté comme une affaire coloniale du xx^e siècle, essentiellement britannique, française ou encore belge. Dès l'après Première Guerre mondiale, les projets de mise en valeur, comme on disait à l'époque, associait exploitation impériale (voire le travail forcé, les déplacements et réquisitions de populations) et modernisation technique des productions, des aménagements territoriaux et des mentalités. Dès les années 1920, l'anthropologie sociale britannique, en voie d'institutionnalisation et de professionnalisation, se penche sur la gestion politique, administrative et démographique des populations coloniales africaines ou asiatiques. Ce pragmatisme se combine toutefois avec un sens profond de l'investigation empirique qui permet de décrire les effets de ces politiques et la nature complexe, contradictoire et conflictuelle, mal connue, des sociétés colonisées elles-mêmes. Cependant cet « engagement » colonial des sciences sociales ne prend pas dans l'empire français (de L'Estoile 1997) : ce n'est que plus tard, au cours de la décolonisation, à partir de la fin des années 1940, que la modernisation et le

changement social mobilisent les sciences sociales françaises et belges qui vont inventer du même coup développement, sous-développement et Tiers-Monde.

L'invention du développement : macrothéories et descriptions empiriques locales (1950-1980)

- 16 Les années 1950 voient une véritable renaissance des sciences sociales occidentales et la modernisation constitue son fonds de commerce. Cette dernière prend la forme de la mise sur pied d'un État providence, y compris dans les colonies, sans parler des pays dits socialistes. C'est l'époque de la décolonisation, des luttes de libération nationale et du conflit Est-Ouest. On passe de la sociologie de la « situation coloniale » (Balandier 1951) à celle du sous-développement et du développement : il s'agit d'une macrosociologie comparative entre sociétés globales. Mais parallèlement on a de plus en plus recours à des sciences sociales empiriques de terrain et l'ethnologie se trouve partagée entre sa curiosité « évolutionniste » et l'information nécessaire à l'orientation concrète de ce genre de politique. On assiste ensuite à la radicalisation et à la marxisation des points de vue idéologiques et théoriques. La dépendance, l'échange inégal, le développement du sous-développement, l'économie-monde : autant de conceptions typologiques internationalistes qui font que le développement est, avec l'opposition capitalisme/socialisme, l'objet central de nombreuses préoccupations (Amin 1970). Le passage à des visions plus localisées du développement avantage l'anthropologie, notamment dynamiste et marxiste, qui se concentre alors sur les modes de production précapitalistes et par conséquent sur la diversification des voies vers le développement. C'est l'époque des fameux obstacles socioculturels au développement, résurgence sociologique du primitivisme ethnographique. La fin des années 1970 voit l'apparition des prémises de la crise, une réflexion parfois autocritique des modèles dominants de développement (ceux de l'État providence) et une reconceptualisation méthodologique des sciences sociales (Goussault 1982).

De l'ajustement des politiques et des organisations à la reformulation des problématiques et des méthodes (1980-2010)

- 17 Cette époque est celle du constat de l'échec de la modernisation et de la fin d'un évolutionnisme simpliste, de la prise en considération concrète des politiques de l'ajustement structurel. L'éclatement de la catégorie sociétale « en voie de développement » et la diversification des types de sociétés (Pays les moins avancés, pays pauvres très endettés, pays émergents, pays en transition, etc.). C'est surtout pour les sciences sociales le passage de l'étude sociétale à l'analyse organisationnelle : le repérage des nouveaux acteurs du développement et l'analyse empirique de (la crise de) l'État providence. C'est également la période de l'apparition de nouvelles préoccupations : du développement on passe à l'intervention humanitaire puis à la (re)construction institutionnelle (gouvernance). Il s'agit là de nouveaux paradigmes internationaux et on assiste à une nouvelle réactivité des sciences sociales. C'est également l'ouverture de nouveaux terrains après la chute du mur de Berlin, ceux des anciens pays « socialistes », « re-sous-développés », et l'apparition d'une critique idéologique, empirique et théorique des interventions des organisations internationales.

- 18 Un des acteurs centraux de cette nouvelle période est l'ONG qui monopolise une partie des nouvelles recherches et préoccupations. Apparaît alors un paradoxe entre le localisme des sciences sociales et le pseudoglobalisme des nouvelles théories des sciences sociales du centre. La réflexion méthodologique prend une importance conséquente dans le domaine de l'expertise, de la faisabilité des enquêtes et des évaluations. C'est le cas par exemple de la notion de participation comme nouveau modèle épistémologique tant pour la réflexion analytique que pour l'élaboration des projets. Cependant le développement ordinaire perdure même s'il a été pour une large part transféré entre les mains des acteurs indigènes locaux et non plus des techniciens et experts étrangers.

Une conjoncture contradictoire : le tournant du XXI^e siècle

Le développement et sa mondialisation : nouveaux objectifs, nouveaux contextes, nouvelles approches ?

- 19 Deux attitudes contradictoires mais finalement bien identiques dans leur fond traversent les considérations sur la mutation du développement en situation de mondialisation. La première veut que le développement soit d'une certaine façon indéterminé et éternel : la coupure Nord-Sud s'aggrave tout en se modifiant du point de vue de la composition du groupe des pays à développer. Les paradigmes qui expliquent les causes du sous-développement ont changé puisque certains pays semblent s'en être sortis (ils sont devenus émergents) mais cela ressemble à un jeu de chaises musicales avec des interversions au sein d'un système orienté par l'exploitation et la domination des pays hypercapitalistes (Rist 2007). L'altermondialisme reste largement marqué par cette conception rétro-dogmatique.
- 20 La seconde attitude pense que la mondialisation ouvre une période de postdéveloppement : les logiques libérales et les nouvelles stratégies des *capabilités* (Sen 2000 ; *Revue Tiers Monde* 2009) permettraient aux acteurs individuels de s'en sortir pour peu qu'on les oriente dans la bonne direction. Le paternalisme a changé de visage : il est diffus, mondial mais aussi éclaté et individuel ; il n'est plus structurel, construit autour d'un rapport de force univoque et soumis à une contestation frontale. Il n'existe plus d'alternative utopique et idéale, fondée socialement, idéologiquement et culturellement puisque la mondialisation serait un partage aussi bien hétérogène et inégal, qu'équitable et ouvert.
- 21 Le développement constitue néanmoins toujours un champ d'organisations et d'interventions, mais il est vrai que la situation internationale a considérablement changé depuis une quinzaine d'années tant dans les représentations que s'en font les différents acteurs que dans les dynamiques de dé- et de re-classement des États et de leurs groupes dominants et dominés. Plus que jamais on a besoin d'une sociologie des catégories sociales, des armatures sociétales et des opérations de développement, une sociologie beaucoup plus politique au niveau macro et une anthropologie beaucoup plus fine et empiriquement validée des pratiques et des représentations populaires encore largement orales de par le monde au niveau micro. Bref, la mondialisation a peut-être séduit de nombreuses sciences sociales au sens large, mais les moins engagées

dans ce créneau restent la sociologie et l'anthropologie et ce n'est pas pour rien : leurs terrains locaux n'ont pas encore épuisé les avantages de leurs approches d'autant plus que les transformations récentes ont besoin d'être documentées et analysées avec le même soin qu'il y a un demi-siècle lorsque le développement était encore une idée « neuve ».

Traditions nationales, traditions disciplinaires et traditions méthodologiques : pour un repositionnement des sciences sociales

- 22 Au-delà des confusions volontairement entretenues à propos de la mondialisation qui remplacerait ou compléterait le développement, ce sont les us et coutumes des sciences sociales elles-mêmes qui posent problème à la redéfinition de leurs objets et surtout de leur statut en ce début de XXI^e siècle. Par ses origines coloniales d'abord puis par l'américanisation de fait des politiques internationales en matière de lutte contre le sous-développement (rôle dominant assuré jusqu'à récemment du FMI et de la Banque Mondiale), le développement a été une double « victime » de la nature des traditions nationales, tant par la place des sciences sociales par rapport aux autres disciplines, que pour les évolutions théoriques et empiriques propres à ces dernières. Certes, cette considération n'est pas originale en soi mais seul un tel détour historique et sociologique permet de comprendre la nature des préoccupations d'une discipline à une époque donnée pour différents types de problèmes, de pays ou d'acteurs.
- 23 Ainsi le passage en France d'une macrosociologie du développement des sociétés globales à une anthropologie sociale des catégories ethniques et sociales puis à une anthropologie des acteurs des opérations ou des opérations elles-mêmes n'explique pas directement pourquoi l'étude des ONG et du développement humanitaire soit devenue provisoirement l'objet de la science politique ou d'une certaine tendance de l'anthropologie. De même la nature de certains travaux britanniques renvoie très naturellement à l'existence fort ancienne, tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, d'une socio-anthropologie de l'organisation qui a eu moins de difficultés à se « tiers-mondiser », alors qu'en France la sociologie de l'organisation est restée une science sociale confinée aux institutions publiques ou aux entreprises privées du seul hexagone. Enfin les grands pays du Sud ont développé depuis au moins un quart de siècle des orientations plus ou moins autonomes en sciences sociales et leurs chercheurs travaillent en collaboration avec les experts et chercheurs étrangers et « internationaux ». Ces expériences et cette conception de l'élaboration scientifique ont totalement échappé à la très grande majorité des praticiens occidentaux qui masquent ainsi un nouvel ethnocentrisme sous le voile d'un fantasme pour la mondialisation. Seuls quelques chercheurs comme Ulrich Beck (2003, 2006) ou Zygmunt Bauman (1999, 2006) ont pu en tenir compte même s'ils restent enracinés dans une perspective « nordiste » du développement.
- 24 L'étude du développement est donc plus internationale que jamais tout en restant assujettie aux origines nationales de telle ou telle orientation ou méthode. La mondialisation, si elle existe, ne débouche pas du tout sur une science sociale mondiale, unifiée et unique.

Nouveaux objets, nouvelles perspectives

Vers une nouvelle définition du développement : institutions, catégories professionnelles, groupes sociaux et acteurs des opérations du développement (des sièges aux terrains)

- 25 Le développement n'est plus, à l'évidence, ce qu'il était : déjà l'annonce de la première grande crise des années 1980 avait suscité, du moins indirectement, une première recomposition thématique, méthodologique et également disciplinaire entre la sociologie et l'anthropologie. La « mondialisation » actuelle et la crise de 2008 devraient contribuer à accentuer un second *aggiornamento*, peut-être encore plus fondamental que celui d'il y a un tiers de siècle, en décidant de rompre une bonne fois pour toutes le cordon ombilical qui relie certains types d'États ou de sociétés aux politiques internationales d'aide et de coopération et par conséquent aux types de programmes et d'acteurs qui les mettent en œuvre. Il faut se recentrer sur l'ensemble de la chaîne du développement, c'est-à-dire sur l'ensemble des institutions, des responsables, des acteurs, des groupes sociaux, des discours qui la font fonctionner aussi bien chez les bénéficiaires et les élites locales du Sud que chez les bureaucrates, experts et responsables politiques du Nord.
- 26 La première rupture, autour des années 1980, avait plutôt consisté en un élargissement du champ d'observation, à savoir l'intégration des opérateurs et de l'opération dans le champ social et culturel du développement occupé quasi exclusivement jusque-là par les populations bénéficiaires des interventions sociales et institutionnelles (une science sociale des effets). Mais ces nouveaux acteurs n'étaient le plus souvent que les acteurs et les organisations locaux, le reste de la chaîne opératoire relevant d'un registre rhétorique et idéologique fort peu empirique. Depuis dix ans les anthropologues et les politologues se sont investis dans une conception plus organisationnelle et globale : la sociologie des acteurs des sièges (des ONG pour l'instant) a enfin droit de cité. Mais on attend l'apparition d'approches encore plus englobantes et totalisantes qui occidentaliserait de manière empirique irréversible la description et l'analyse des institutions du Nord qui font dans le développement : ce serait enfin l'occasion pour les chercheurs du Sud de faire des sciences sociales du développement dans les lieux et espaces du Nord qui sont consacrés exclusivement au développement (par exemple en France, le siège de l'Agence française du développement).
- 27 Les sciences sociales du développement ne sont plus des sciences sociales du changement social et culturel : elles sont enfin ce qu'elles auraient d'ailleurs dû être depuis le début, des sciences sociales des catégories sociales et des mécanismes, à la fois nationaux et internationaux, qui fabriquent et font fonctionner le développement. Bien entendu les bénéficiaires font partie de cette approche mais seulement dans la mesure où il s'agit des groupes qui sont directement concernés, localement ou nationalement, par telle ou telle opération. Les populations bénéficiaires du développement ne peuvent se confondre avec l'ensemble des populations nationales de tel ou tel État : une telle conception n'aurait pas grand sens aujourd'hui, ni empiriquement ni théoriquement.

L'autonomie sociétale, culturelle et politique des pays dits en développement : pour la fin des alibis du développement et de la dépendance

- 28 Les sciences sociales d'un certain nombre de pays, anciennement qualifiés de sous-développés, sont devenues par la force des consultances et des idéologies dominantes locales, des sciences sociales presque exclusivement formulées en termes de développement et de terrain empirique, également national. La coupure entre traditions du Nord et traditions du Sud apparaît d'autant plus complète que, pour ce qui concerne le continent africain dans son entier par exemple, l'anthropologie sociale n'a quasiment pas droit de cité dans les traditions nationales, ce qui soumet encore plus la sociologie locale aux modèles d'une science sociale originaire du Nord, souvent dépassée (Copans 2007).
- 29 Il n'existe plus de société définissable exclusivement par le paradigme développementaliste. En fait, comme le notait J.-P. Olivier de Sardan (1995) il y a déjà quinze ans, les opérations volontaristes de changement social existent dans toutes les sociétés. Inversement, l'inclusion des aspects ou éléments en développement dans le contexte sociétal et national plus large relève de l'évidence. En conséquence, l'examen des sociétés dites du Sud ne peut plus se réduire à une science sociale dite du développement puisque ce dernier ne concerne que certains aspects particuliers et locaux ou qu'un moment précis des rapports sociaux globaux et nationaux. Par ailleurs les matrices pseudosociologiques des économies politiques dépendantistes, néomarxistes ou régulationnistes ne peuvent plus faire illusion pour expliquer la diversité intime des évolutions culturelles et sociales. L'apparition de traditions nationales nouvelles en sciences sociales au Sud devrait en effet libérer ces dernières de leurs inspirations développementistes premières. En fait, la seule manière de valoriser la gestation de ces sciences sociales consiste à les banaliser en quelque sorte en leur supprimant un qualificatif qui les marginalise (par rapport aux sciences du Nord qui les ont exclues de fait du concert scientifique en les qualifiant d'appliquées) et en leur assignant une démarche sociétale globale où les opérations du développement ne seraient plus que l'un des registres, parmi d'autres, de la dynamique du changement social.
- 30 La seule manière de conforter l'autonomisation des sciences sociales des pays du Sud consiste donc à les « dé-développementaliser » et à les considérer comme des sciences sociales générales comme les autres. Mais une telle perspective implique de revaloriser l'anthropologie, voire la science politique, dans les pays qui auraient, à la suite d'histoires nationales particulières, marginalisé voire interdit ces disciplines, alors qu'aujourd'hui il faut redéfinir de manière plus complexe les relations de la sociologie avec ses disciplines mitoyennes. L'histoire doit également être à ce rendez-vous car le chantier le plus mal connu reste encore, paradoxalement, l'histoire déjà longue des opérations du développement (voir par exemple Diallo Co-Trung 1998). Car avec le temps, le développement est tout de même devenu un phénomène majeur que les problématiques de la mondialisation marginalisent de fait tout en faisant croire qu'il en constitue un élément moteur.

Dix principes analytiques en forme de thèses

- 31 1. Les études du développement relèvent historiquement de plusieurs disciplines en sciences sociales (sociologie, anthropologie, science politique)⁴. Il est impossible aujourd'hui, malgré le caractère conjoncturel de cet ensemble, de faire l'impasse sur l'une de ces disciplines car chacune, selon la tradition nationale qui est la sienne, ce qui en multiplie les versions, a contribué à élaborer la problématique actuelle de ces études.
- 32 2. Les tentatives de reconfiguration inter, pluri ou multidisciplinaire sont particulièrement nombreuses en études du développement. Mais pour certaines traditions disciplinaires, le développement n'est qu'une thématique particulière, plus ou moins marginale, jamais centrale, qui constitue une sous-discipline avec ses champs et ses concepts propres. Le développement disciplinaire inégal des études du développement, selon l'époque, les terrains et les objets explique cette tentation multidisciplinaire dont la version la plus courante se résume par un réflexe unanimement partagé d'emprunts méthodologiques à l'anthropologie. Les propositions interdisciplinaires ne sont le plus souvent que des emprunts biaisés et sélectifs préalables à une volonté plus active d'exclusion ou de ghettoïsation des autres disciplines.
- 33 3. Réciproquement, ce relatif isolement des études du développement, par rapport aux traditions centrales de chacune des disciplines, débouche parfois sur la volonté d'élaborer une nouvelle discipline ou du moins une articulation originale d'éléments provenant des différentes disciplines concernées. Les mutations rapides des réalités du développement, qui devient également humanitaire puis durable et mondial en moins d'un quart de siècle, ainsi que les réalités inédites dévoilées par la crise financière depuis 2008, suggèrent que les idéologies pour une fois se transforment aussi rapidement que les réalités. En soumettant les sciences sociales à une série de conjonctures successives, le développement est passé du registre d'une macro-histoire à celui d'un double registre du global et du local (ou « glocal » selon certains) mais, ce faisant, il n'en définit pas plus un terrain nouveau.
- 34 4. Les objets de l'étude du développement sont infinis. Ils ont pris successivement la forme d'une comparaison sociétale au moyen d'outils quantitatifs (agrégations statistiques et concepts élémentaires d'une approche typologique des sociétés), d'une étude de l'impact de la modernisation (dont le développement n'est de fait que l'un des éléments), d'une analyse des projets de développement puis des acteurs locaux de ceux-ci, d'une prise en compte des intervenants des projets et des programmes (les développeurs distingués des développés ou encore « bénéficiaires ») pour déboucher enfin sur la chaîne des développeurs et des concepteurs de ces derniers non seulement sur place mais aussi dans les administrations centrales nationales et surtout internationales en Occident.
- 35 5. Cette évolution dessine en creux une évolution méthodologique équivalente qui, dans une première étape, commence par une pseudosociologie historique des civilisations (développement et sous-développement) pour se transformer ensuite en une science sociale empirique des lieux et des groupes acteurs du changement social⁵. Dans une seconde étape, c'est le développement lui-même qui devient l'objet de réflexion, d'observation et de comparaison. L'inclusion des sciences sociales dans le développement donne lieu à des consultances de faisabilité, de suivi et d'évaluation.

Mais elle donne aussi lieu à des démarches plus critiques de ces mêmes praticiens, des chercheurs tiers-mondistes ou encore des chercheurs du Sud, citoyens des sociétés en développement elles-mêmes et *a priori* concernés par les effets, positifs ou négatifs, de ce développement. La question de la position institutionnelle et méthodologique se pose alors avec acuité : à la démarche exogène de chercheurs concernés mais non impliqués se substitue une démarche plus endogène, où la distance à maintenir se construit de manière conflictuelle au sein même des institutions et des opérations. Ce sont les collègues qui deviennent les autres et non plus seulement les acteurs du développement ou les bénéficiaires comme pour les problématiques anthropologiques précédentes.

- 36 6. Le panorama des théories, marxistes, néomarxistes ou tout simplement modernisatrices du changement social de la seconde moitié du *xx*^e siècle est connu. Mais le renversement des réflexions et analyses que nous venons d'évoquer est moins lié à l'apparition de nouvelles théories concurrentes qu'aux effets de la translation de la sociologie vers l'anthropologie avec la prise en compte de la dimension émique⁶ des phénomènes, la pratique de l'observation participante et la reconnaissance de la diversité socioculturelle des acteurs du développement ou des opérations humanitaires. Le délaissement des terrains des sociétés du Sud par les courants dominants de la sociologie occidentale (et la reproduction concomitante et simultanée de ces paradigmes par les sociologues du Sud) a laissé le champ libre à l'anthropologie qui y a importé ses propres concepts ou modes d'élaboration théorique. Ainsi en est-il du postmodernisme de A. Escobar (1997, 1998) ou encore de l'anthropologie postcoloniale de A. Appadurai (2001). L'anthropologie a conduit une OPA réussie sur les études du développement non seulement parce qu'elle est plus naturellement une science sur le Sud, voire de plus en plus faite par le Sud (Ribeiro & Escobar 2006 ; Cunin & Hernandez 2007), mais aussi parce qu'elle dispose traditionnellement des outils méthodologiques pour observer des situations pluriculturelles (j'emploie ici par commodité une expression que je ne partage pas) et multisites.
- 37 7. Le développement et, pendant un quart de siècle, le sous-développement, ont été simultanément un point de vue politique, un jugement historique, moral et économique, une opération commerciale et bancaire et enfin un objet d'analyses scientifiques. Mais un point commun réunit toutes ces réalités : ce sont les pays développés qui sont la norme, le modèle et l'ordonnateur. Malgré toutes les bonnes volontés, les sciences sociales du développement restent totalement ethnocentriques. En un second temps, le Sud a donné naissance, de manière très inégale à l'échelle mondiale, à ses propres disciplines, qui sont néanmoins, la plupart du temps, une copie plus ou moins réussie, plus ou moins dépendante des sciences sociales dominantes du Nord. Ces sciences sociales sont largement focalisées sur et définies par la problématique du développement.
- 38 L'apparition de problématiques plus autonomes, définissant d'elles-mêmes leur degré d'implication dans le développement, est très variable selon les aires régionales et continentales et reste soumise aux dynamiques corruptrices des consultances internationales ou des ONG. Une conclusion s'impose : les politiques de coopération scientifique ont peut-être eu des effets positifs sur la forme mais certainement pas sur le fond. Bref, le caractère unilatéral des conceptions du développement (du Nord vers le Sud) reste enraciné dans sa nature intrinsèque. Même les situations dites émergentes conviennent d'être auscultées au cas par cas.

- 39 8. Les sciences sociales sont d'abord des mécanismes et des rapports sociaux. L'enracinement historique, politique et sociologique de ces disciplines est premier dans le déploiement de leurs potentialités. La nature des commanditaires des études sur le développement influence, même en creux, la nature des recherches, de leurs domaines de prédilection et de leurs instruments d'analyse et d'explication. La vie intellectuelle, « citoyenne », éditoriale, scientifique, qui constitue le contexte naturel de gestation de leurs idées et de leurs pratiques, construit un sous-développement disciplinaire, c'est-à-dire un développement disciplinaire au rabais, coupé des questionnements méthodologiques et conceptuels qui ont fini par apparaître au Nord à la fin des années 1970 lors des premiers constats d'échec du développement. Le marché — au sens tout à fait marchand du terme — des études de développement, l'abandon plus ou moins visible par les sciences sociales des problématiques sociétales à partir des années 1990 et l'accroissement du rôle de l'économie dans le diagnostic de la mondialisation (qui n'a rien d'un objet sociétal faut-il le rappeler) ont fini par dévaloriser l'intérêt d'une perspective historique et anthropologique réciproque (de l'extérieur et de l'intérieur) de l'évolution des sociétés et des cultures. Il n'est pas jusqu'aux démarches méthodologiques qui ont dû s'adapter aux formatages d'enquêtes conjoncturelles et pressées.
- 40 Les sciences sociales du développement se sont trouvées définies par de nouveaux critères de validité élaborés par les commanditaires publics, privés, internationaux, non gouvernementaux, du Nord, et également de plus en plus du Sud. Cette situation les a conduites d'une part à une certaine séparation d'avec les modes génériques de fabrication des traditions générales des disciplines et, d'autre part, à des évolutions ou à des involutions disciplinaires qui les renferment sur les seules préoccupations et situations développementalistes.
- 41 9. Pourtant les sciences sociales du développement véhiculent d'autres responsabilités, anciennes et souvent uniques, que ces dynamiques peuvent malheureusement pervertir. Depuis leur fondation, les sciences sociales du développement relèvent du registre de l'utilité morale et pratique, publique et collective des connaissances et du savoir en vue de l'amélioration du sort de l'humanité. Au-delà des conflits idéologiques de la guerre froide, cette sensibilité a conforté les mouvements vers l'humanitaire et vers de nouvelles façons de faire le développement et les études sur/pour le développement. L'appel à la participation active des populations à la mise en place des projets et des opérations tout comme la mise au point de plusieurs modèles d'enquêtes participatives (Lavigne Delville *et al.* 2000) ont servi à redorer le blason d'organisations critiquées pour leur insensibilité lors des ajustements structurels. Au-delà de la participation, c'est la mise en avant de processus de restitution qui interpelle autant les sociétés civiles que les sciences sociales elles-mêmes. Mais le détournement ou « l'oubli » de la restitution pour des raisons sociologiques et/ou politiques a déconsidéré définitivement des savoirs jugés *in fine* comme inopérants parce que spéculatifs ou insuffisamment instrumentalisés. Ce qui pouvait constituer un moyen de valorisation des études du développement est apparu comme un défaut supplémentaire de disciplines pas véritablement nécessaires (voir l'aspect ringard des considérations de l'AFD sur les obstacles culturels au développement et le rôle des sciences sociales dans leur élucidation et solution).
- 42 10. Il n'est pas jusqu'aux conditions de la formation universitaire et/ou professionnelle, en France essentiellement, qui interdit toute confrontation

pédagogique et académique fructueuse entre le Nord et le Sud. Non seulement les formations pratiques ont pris le dessus sur les formations plus académiques (ce qui en un sens est une bonne chose) mais la différence entre les formations fondamentales au Nord et au Sud fait que la signification de ces évolutions divergentes n'est jamais discutée au grand jour, lors de travaux pratiques en grandeur réelle sur le terrain. Enfin, le caractère nécessairement international de l'expérience des experts en développement, et par conséquent la production d'une culture comparatiste de fait de tous les registres du développement, est peu pris en considération notamment dans les pays du Sud. Du coup, l'ethnocentrisme initial des études du développement se trouve reproduit aux échelles nationales : le développement est ainsi à nouveau écartelé entre un globalisme intemporel, souvent manichéen et idéologique et un nationalisme, voire un localisme que le sociologue U. Beck (2003, 2006) qualifie de méthodologique. Ce mode de pensée débouche sur une schizophrénie analytique qui ghettoïse encore un peu plus le développement dès le début de son étude.

43

La mondialisation : la fin du développement ou une nouvelle étape de son évolution ? L'arbitrage (provisoire) des sciences sociales

- 44 Pour certains, le développement est mort car la mondialisation procède d'autres intentions. C'est une hypothèse probablement exacte mais il n'en reste pas moins que cette mutation des espaces institutionnels et politiques est encore *terra incognita*. Nous sommes entre deux sociologies : une sociologie de la dépendance (ou du développement) d'une part, pour de larges espaces encore insuffisamment connus dans les aires classiques de l'anthropologie, et une sociologie de la mondialisation, en gestation, qui apprend à construire les nouvelles sociétés locales de cette postmodernité bien concrète d'autre part. De fait, la loi du développement sociétal inégal est toujours en vigueur et il conviendrait d'en tenir compte. L'immense majorité de l'humanité vit encore sur le terrain des « situations coloniales » de jadis et il n'y a pas de raison d'abandonner une démarche qui fut si productive et qui devrait rendre encore de si précieux services même si c'est de manière provisoire à un niveau épistémologique (Copans 2001).
- 45 La question du développement n'est donc pas tranchée : politique minimale d'un maintien de l'ordre international *via* des mécanismes de redistribution rentière, projet d'un *aggiornamento* permanent de la cooptation idéologique et politique de la communauté internationale des États sous l'égide occidentale, ou enfin moyen de gestation de nouvelles catégories sociales dominantes diversifiées aux fins d'une consolidation des réseaux marchands du monde, autant d'alternatives géostratégiques et économiques qui échappent pour partie aux sciences sociales mais non aux chercheurs-citoyens.
- 46 Ainsi l'altermondialisme se présente comme une alternative mais ce mouvement n'offre aucune analyse conséquente et aucun paradigme qui puisse suggérer une approche empirique plus efficace. En attendant, il convient de restituer les compétences actuelles des sciences sociales, beaucoup plus adaptées empiriquement qu'on ne le croit, aux terrains inédits de la mondialisation même si elles ne sont pas

capables de dessiner un autre monde du développement réel et si elles tiennent à se garder de toute expertise prospectiviste. Peut-être convient-il enfin de séparer réflexion alternative et utopique d'une part et description et analyse concrète d'autre part tant que les sciences sociales n'auront pas su se débarrasser du paradigme dépassé de la notion des sociétés sous-développées à développer, sans céder pour autant, par facilité, à une simple relecture mondialiste de leurs dynamiques.

- 47 En fait les sciences sociales remplissent ici, peut-être maladroitement, des fonctions de conscientisation anti-ethnocentriques (a-occidentales), d'analyse de plus en plus performante des rapports entre politiques publiques (aux échelles bien plus hiérarchisées qu'en Occident) et acteurs locaux et enfin de libération scientifique et intellectuelle en fournissant des instruments de compréhension autochtones (Copans à paraître).
- 48 En explicitant les mutations et les innovations en matière d'approches du développement, nous avons cherché à prouver notamment aux yeux des lecteurs français, trop focalisés sur l'hexagone pour les uns ou sur un néo-exotisme symboliste pour les autres, que le développement est un champ d'observation qui peut se partager entre le Nord et le Sud, et que les sociétés dites sous-développées ou en développement méritent des sciences sociales à part entière, libérées de l'hypothèque développementaliste, misérabiliste et paternaliste.
- 49 Le développement est peut-être une illusion, une figure idéologique et concrète particulière des différentes formes de la domination mondiale des grandes puissances développées (Rist 2007), il n'en reste pas moins que c'est un phénomène historique de première grandeur, un ensemble de pratiques, d'acteurs et d'institutions tant nationales qu'internationales et aujourd'hui « mondiales ». Le développement est un système politico-organisationnel qui concerne autant sinon plus le Nord que le Sud et les sociétés où on « fait » du développement sont, pour aller vite, des sociétés aussi « ordinaires » que les autres. Cette perspective est la seule, encore une fois, qui permette aux sciences sociales des pays du Sud, ou consacrées à ces pays, d'être considérées à l'égal de celles du Nord et donc des principes de base du programme général de ces dernières.

BIBLIOGRAPHIE

ALBERT, B. (DIR.) 1990 « Brésil : Indiens et développement en Amazonie », numéro spécial, *Ethnies*, 11-12.

AMIN, S. 1970 *L'Accumulation à l'échelle mondiale. Critique de la théorie du sous-développement*, Paris, Anthropos/IFAN.

APPADURAI, A. 2001 [1996] *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la mondialisation*, Paris, Payot.

ATLANI-DUAULT, L. & VIDAL, L. (DIR.) 2009 *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement*, Paris, A. Colin.

- BALANDIER, G. 1951 « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, XI : 44-79.
- BAUMAN, Z. 1999 *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette.
- 2006 *Vies perdues : la modernité et ses exclus*, Paris, Payot.
- BECK, U. 2003 *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier.
- 2006 *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Paris, Aubier.
- COPANS, J. 2001 « La "situation coloniale" de G. Balandier : notion conjoncturelle ou modèle sociologique historique ? », *Cahiers internationaux de sociologie*, CX : 31-52.
- 2007 « Les frontières africaines de l'anthropologie. Un demi-siècle d'interpellations », *Journal des Anthropologues*, 110-111 : 337-370.
- 2009 « L'anthropologie de l'aide humanitaire et du développement est bien une anthropologie sociale globale ! », Préface à L. ATLANI-DUAULT & L. VIDAL (dir.), *op. cit.* : 11-15.
- 2010a [2006] *Sociologie du développement*, Paris, A. Colin.
- 2010b *Un demi-siècle d'africanisme africain. Terrains, acteurs et enjeux des sciences sociales en Afrique indépendante*, Paris, Karthala.
- (à paraître) « L'économie morale des anthropologies-monde du XXI^e siècle », *Social Science Information sur les sciences sociales*, 50 (3-4).
- CUNIN, É. & HERNANDEZ, V. (DIR.) 2007 « De l'anthropologie de l'autre à la reconnaissance d'une autre anthropologie », numéro spécial, *Journal des Anthropologues*, 110-111.
- DIALLO CO-TRUNG, M. 1998 *La Compagnie Générale des oléagineux tropicaux en Casamance. Autopsie d'une mise en valeur coloniale (1948-1962)*, Paris, Karthala.
- ESCOBAR, A. 1997 « Anthropologie et développement », *Revue internationale des sciences sociales*, 154 : 539-559.
- 1998 *Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, Princeton University Press.
- GOUSSAULT Y. (DIR.) 1982 « Sociologie du développement », numéro spécial, *Revue Tiers Monde*, 90.
- LAVIGNE DELVILLE, P., SELLAMNA, N.-E. & MATHIEU, M. (DIR.) 2000 *Les enquêtes participatives en débat. Ambition, pratiques et enjeux*, Paris, GRET-Karthala-ICRA.
- DE L'ESTOILE, B. 1997 « Un échange impossible ? Anthropologie sociale britannique et ethnologie française dans l'entre-deux guerres : "le cas du culture contact" », *La lettre de la Maison d'Oxford*, 7, Trinity Terme : 21-40.
- MOSSE, D. 2005 *Cultivating Development. An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London, Pluto Press.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P. 1995 *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- 1999 « L'espace public introuvable. Chefs et projets dans les villages nigériens », *Revue Tiers Monde*, 157 : 139-167.
- 2008 [1998] « Emique ou le point de vue de l'acteur » (chap. 3), in J.-P. OLIVIER DE SARDAN (dir.), *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia Bruylant : 105-129.
- REVUE TIERS MONDE 2009 Numéro spécial, J. BALLEST, J.-L. DUBOIS & F.-R. MAHIEU (dir.), « Sen, libertés et pratiques du développement », 198.

RIBEIRO, G. L. & ESCOBAR, A. (DIR.) 2006 *World Anthropologies. Disciplinary Transformations within Systems of Power*, Oxford, Berg.

RIST, G. 2007 [1996] *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Sciences Po, Les Presses.

SEN, A. 2000 *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob.

NOTES

1. En témoigne la décision de l'éditeur de l'ouvrage dirigé par L. ATLANI-DUAULT et L. VIDAL (2009) de mettre dans le titre l'expression d'aide humanitaire avant celle de développement.
2. Ce texte ne fait que poursuivre ma réflexion en faveur d'une étape préalable et incontournable de sociologie de la connaissance, notamment en matière d'études du développement (COPANS 2001, 2007, 2009, 2010a, 2010b).
3. On trouvera une histoire plus détaillée quoique encore sommaire dans mon manuel introductif (COPANS 2010a). Pour une approche plus détaillée, voir G. RIST (2007).
4. Le rôle de l'économie est déterminant dans l'approche du développement mais son oubli quasi ontologique des situations sociales et politiques est l'une des causes majeures de ses illusions et de ses erreurs.
5. Selon les traditions nationales, il peut s'agir de la démographie, de la géographie, de la sociologie ou enfin de l'anthropologie.
6. J.-P. OLIVIER DE SARDAN analyse cette perspective dans un article publié initialement en 1998 et repris dans son recueil de 2008. Il reprend les distinctions du linguiste américain Kenneth Pike qui construit le couple *emic/etic* permettant de singulariser le point de vue de l'acteur et le point de vue de l'observateur.

RÉSUMÉS

Résumé

Après une présentation schématique de l'évolution des sciences sociales du développement depuis les années 1920, l'auteur s'attache à mettre en lumière les rapports entre le développement et la mondialisation et surtout les mutations liées à l'apparition de sciences sociales plus ou moins autonomes dans les pays du Sud. À partir de cet état des lieux l'auteur propose une recomposition des objets de l'étude du développement afin que les sciences sociales du Sud puissent analyser la chaîne qui articule les centres des organisations internationales aux opérations les plus locales sur le terrain. Cette réflexion débouche sur la présentation d'une dizaine de thèses qui synthétisent ces diverses problématiques et propositions.

Abstract

A brief presentation of French development studies since 1920 introduces a more analytical

perspective which allows to compare development and globalization. The thrust of new social sciences from the South changes this situation because of their autonomous point of view. This analysis defines a new object for these disciplines which should take into account both the centre (the headquarters of international organisations) and the periphery (the most remote sites of development operations) and the makings of development policies. This sketchy presentation is then summarised in the form of ten thesis which should allow further reflection and analysis for development studies throughout the XXIth century.

INDEX

Mots-clés : anthropologie, développement, Nord, organisations internationales, sciences sociales, Sud, tradition nationale

Keywords : Anthropology, Development, North, International Organisations, Social Sciences, South, National Tradition

AUTEUR

JEAN COPANS

Université Paris Descartes, Paris.